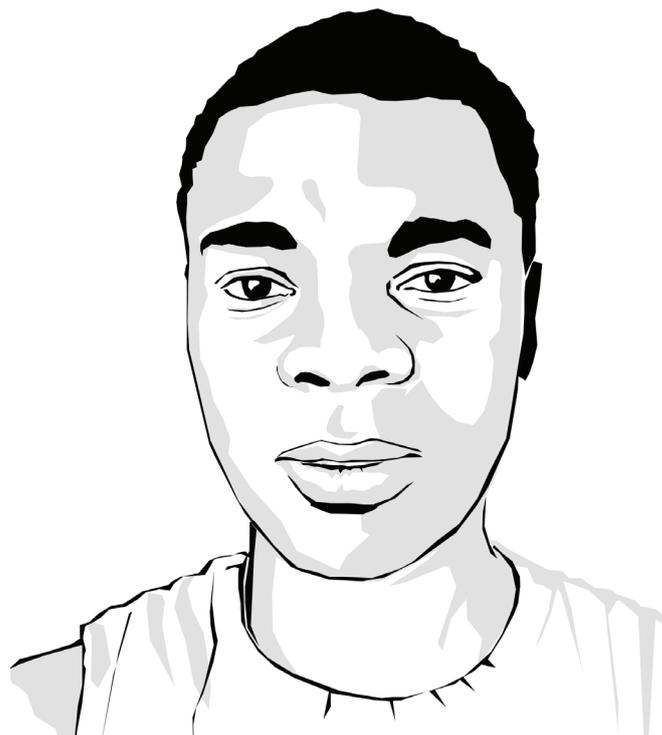


## Il veut défendre un président déchu

Soutien du président Laurent Gbagbo qui a perdu les élections, Fontaine et ses amis se sentent menacés par le nouveau pouvoir. Ils partent au Ghana, et Fontaine continue jusqu'au Gabon, espérant que le pays reviendrait au calme et qu'il ne serait plus inquiété. Mais un de ses amis rentré au pays est arrêté. Fontaine veut partir pour la Suisse en qui il a confiance. Il ne trouve un visa que pour la France, puis prend le train pour la Suisse. Bloqué par les accords Dublin, il espère pouvoir vivre en Suisse jusqu'à ce que la situation soit meilleure pour lui en Côte d'Ivoire.



«Je m'appelle Fontaine je viens de Côte d'Ivoire. J'avais une petite boutique de prêt-à-porter. En 2011 quand il y a eu la crise post-electorale en Côte d'Ivoire, dans la ville où j'étais, j'ai motivé les troupes à soutenir le président Laurent Gbagbo qui était celui au pouvoir. Il avait organisé des élections qu'il avait gagnées mais ce n'est pas lui qui a été mis au pouvoir, c'est le président Alassane Ouattara, aidé par l'armée française. Les français ont arrêté le président Gbagbo et l'ont remis aux mains du président qui avait volé sa place. Il a été 1 an en prison en Côte d'Ivoire et a ensuite été envoyé aux Pays-Bas dans une autre prison.

Après cela, comme j'avais mobilisé les troupes pour soutenir le président Gbagbo, j'ai été obligé de quitter le pays par le Ghana avec les amis avec qui je militais contre le pouvoir en place. D'autres sont restés au Ghana, tandis que j'ai continué jusqu'au Gabon. J'ai cru qu'après un an ou deux, la crise serait finie et le pays serait à nouveau calme. Le président Ouattara a dit que maintenant qu'il y a la paix, même les opposants pouvaient revenir au pays sans problème. J'avais un ami au Ghana, quand il a entendu le communiqué il est rentré à Abidjan, et une nuit on est venu le chercher. Actuellement il est en prison en Côte d'Ivoire et personne n'a de nouvelles, on ne sait même pas s'il est vivant. Le président dit qu'il y a de la justice mais en réalité, c'est pas une vraie justice.

A ce moment, quand j'ai su ça, j'ai voulu venir en Suisse. J'ai croisé un homme d'affaires au Gabon qui venait lui aussi de Côte d'Ivoire et je lui ai dit que je voulais aller en Suisse. Il m'a dit qu'il ne pouvait rien pour la Suisse mais qu'il avait des relations avec le consulat de France à Abidjan. Il m'a dit de lui faire signe quand je serai prêt à payer le montant, et je pourrai aller à Abidjan au consulat de France et j'aurai le visa. Donc j'ai travaillé et économisé au Gabon. Quand j'ai réuni tout l'argent, je suis arrivé dans une ville à 200 kilomètres d'Abidjan et là, le monsieur m'a fourni un passeport et les documents de voyage mais il m'a dit qu'un de ses amis irait récupérer ces documents à l'aéroport, car ils devaient m'être retirés une fois arrivé en France. Son ami à Paris devait m'aider à prendre le train pour la Suisse, il aurait un billet de train pour moi et dans le train, il n'y avait pas de contrôle d'identité.

Une fois arrivé en France, l'ami m'a amené à une gare qu'on appelle Gare de Lyon à Paris. Là-bas, j'ai dormi dans un hôtel à côté pour éviter les contrôles. Le 27 février 2016, j'ai pris le train pour Genève et j'ai été me faire enregistrer à Vallorbe.

Je ne veux pas vivre en France car la France a participé à la guerre dans mon pays. Puis, sur le sol français les deux camps de chaque président s'affrontent violemment. Je ne veux pas subir cela. Mais c'est là-bas que je dois me rendre parce qu'un Monsieur m'a fait un visa français. Je suis venu en Suisse car je pensais que c'était le pays où les Droits de l'Homme étaient les plus respectés au monde. De même, la Suisse est neutre et elle ne s'est pas mêlée de la crise chez moi. Je pensais être ici en sécurité en attendant que les choses s'arrangent chez moi.

Je suis déçu de ce que la Suisse fait mais j'ai l'espoir de dépasser mon délai Dublin pour pouvoir déposer ma demande d'asile et que la Suisse entre en matière. Je passe des moments difficiles mais j'espère arriver à mon but. J'espère pouvoir vivre comme un citoyen libre en Suisse et puis, un jour, rentrer chez moi retrouver ma famille. Mais pour le moment, j'y suis menacé.»